

A photograph of a rural landscape. In the foreground, there are several wooden structures, possibly beehives or small sheds, partially obscured by green foliage. In the middle ground, a line of cows with black and white spots is grazing in a field of tall grass. The background shows a dense line of trees under a clear sky.

POUR UNE AGRICULTURE LOCALE ET ÉCOLOGIQUE : PLACE À L'AUTONOMIE PROTÉIQUE

SEPTEMBRE
2020

GREENPEACE

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagés pour construire un monde durable et équitable.

Cécile Leuba, Chargée de campagne forêts

Contact : cecile.leuba@greenpeace.org

Septembre, 2020

Greenpeace France

13 rue d'Enghien, 75010 Paris

SOMMAIRE

1. PROPOS LIMINAIRES	4
2. LE DÉFICIT PROTÉIQUE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE	6
A/ Les causes historiques de la dépendance protéique de l'Europe	6
B/ La dépendance protéique de la France et de l'UE en chiffres	7
C/ Trop de terres agricoles sont destinées à l'élevage en Europe	9
3. POUR ÊTRE DURABLE, L'AGRICULTURE DU « MONDE D'APRÈS » DEVRA ÊTRE AUTONOME	13
A/ Les impacts négatifs sur les forêts, la biodiversité et le climat de la production de soja en Amérique latine	13
B/ Notre modèle agricole déficitaire en protéines végétales pour l'alimentation animale n'est pas durable	15
4. VISION ET RECOMMANDATIONS	17
A/ Réduction de la production et de la consommation de viande, d'œufs et de produits laitiers	17
B/ Élimination progressive des importations de soja	23
C/ Développement des protéines végétales pour les animaux et les humains	26

1. PROPOS LIMINAIRES

La crise du coronavirus a agi comme un révélateur des nombreuses failles de notre système agricole et alimentaire. Elle a notamment mis en lumière la dangereuse dépendance de notre agriculture aux marchés internationaux. Emmanuel Macron l'a lui-même reconnu puisqu'il déclarait le 12 mars 2020 : « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation [...] à d'autres est une folie¹* ».

S'il existe un domaine dans lequel notre agriculture et notre alimentation sont particulièrement dépendantes des importations, c'est celui des protéines végétales pour l'alimentation animale. Avec près de 33 millions de tonnes de soja importées chaque année, l'Union européenne (UE) est le deuxième importateur mondial de soja, derrière la Chine². Cette dépendance est imputable à l'élevage industriel puisque 87 % du soja utilisé dans l'UE est destiné à l'alimentation animale³. La France n'est pas en reste : nous importons chaque année entre 3,5 et 4,2 millions de tonnes de soja⁴.

Ces importations de soja ont des conséquences dramatiques pour la biodiversité et le climat. Au cours des 20 dernières années, la production mondiale de soja a plus que doublé⁵, tirée par la demande mondiale d'aliments destinés aux élevages industriels qui produisent une grande partie de la viande, des œufs et des produits laitiers que nous consommons⁶. Ce « boom du soja » n'est pas sans conséquences sur certains écosystèmes qui abritent une biodiversité particulièrement riche, comme l'Amazonie, le Cerrado ou le Gran Chaco, en Amérique du Sud. Il contribue également à aggraver le dérèglement du climat, ainsi que de multiples crises à l'échelle mondiale. Mais les effets sociaux et environnementaux négatifs de la production de soja ne s'arrêtent pas là : au Brésil⁷ et en Argentine⁸, plus de 95 % du soja cultivé est génétiquement modifié, ce qui entraîne une utilisation intensive d'herbicides et d'autres produits chimiques dangereux⁹.

¹ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>

² En 2017, l'UE a importé 33,12 millions de tonnes de soja (graines, tourteaux, pâte et huile). Source : Comtrade Database, <https://comtrade.un.org/>

³ Kroes H & Kuepper B (2015) « Mapping the soy supply chain in Europe », Profundo https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/mapping_soy_supply_chain_europe_wwf_2015.pdf pp9-11. Le tableau 17 du rapport montre la consommation européenne de soja dans différents secteurs. Pour nos calculs, nous avons utilisé des équivalences en graines de soja. L'« alimentation animale » inclut le soja consommé pour la production d'animaux et de viande, d'œufs et de produits à base d'œufs, de produits laitiers et de poissons d'élevage, soit au total 23,28 millions de tonnes d'équivalent de graines de soja. L'alimentation animale représente ainsi 87 % des 26,64 millions de tonnes de soja utilisés dans l'UE.

⁴ Comtrade Database, 2013-2017 <https://comtrade.un.org/>

⁵ 144 millions de tonnes de graines de soja ont été produites dans le monde en 1997, contre 353 millions de tonnes en 2017. FAOSTAT [Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Division Statistiques], « Cultures et produits animaux », <http://www.fao.org/faostat/fr/>

⁶ D'après les données d'Eurostat, près des trois quarts des unités de bétail (72,2 %) dans l'UE-28 étaient élevés dans de grandes exploitations en 2013. Eurostat (2018) « Archive: Small and large farms in the EU – statistics from the farm structure survey » https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Archive:Small_and_large_farms_in_the_EU_-_statistics_from_the_farm_structure_survey&direction=next&oldid=406560

⁷ Service international pour l'acquisition d'applications agricoles biotechnologiques (ISAAA) (2017) « Global status of commercialized biotech/GM crops in 2017 », Brief n° 53 <https://www.isaaa.org/resources/publications/briefs/53/download/isaaa-brief-53-2017.pdf>

⁸ *Id.*

⁹ Pretty J & Bharucha ZP (2015) « Integrated pest management for sustainable intensification of Agriculture in Asia and Africa », *Insects* 6 : 152-182 <https://www.mdpi.com/2075-4450/6/1/152/htm>, Leguizamón A (2014) « Modifying Argentina: GM soy and socio-environmental change », *Geoforum* 53 : 149-160 <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0016718513000730>, Schiesari L et al (2013) « Pesticide use and biodiversity conservation in the Amazonian agricultural frontier », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, 368 : 20120378 <https://royalsocietypublishing.org/doi/10.1098/rstb.2012.0378>

Il est impératif que la France et l'UE se donnent les moyens d'atteindre à moyen terme l'autonomie protéique totale de notre agriculture pour l'alimentation humaine et animale.

Emmanuel Macron s'est d'ailleurs déjà exprimé pour soutenir cet objectif. Lors de son discours d'ouverture du salon de l'agriculture en 2019, le président avait déclaré : « *Le danger pour notre agriculture n'est pas la concurrence des fruits espagnols. C'est le fait que notre bétail soit nourri au soja OGM importé et que le prix de nos volailles en dépende. Le danger n'est pas en Europe mais dans notre dépendance à l'égard d'autres puissances*¹⁰ ». Sur la scène internationale, Emmanuel Macron a même plaidé la cause de l'autonomie protéique de l'Europe auprès de ses homologues lors du G7 de Biarritz en août 2019, en affirmant : « *on doit recréer la souveraineté protéinique de l'Europe. L'Europe doit être capable de produire ses propres protéines, pour elle-même, pour consommer, comme pour les éleveurs*¹¹ ». Par ailleurs, en mai 2020, dans une interview avec *La France Agricole*, Didier Guillaume alors ministre de l'Agriculture expliquait qu'en matière de protéines végétales, « *il faudra être en autonomie totale*¹² ».

Il faut désormais passer aux actes et enclencher sans plus attendre un tournant majeur pour notre système agricole et alimentaire. Les conclusions de Greenpeace détaillées dans cette note, sont claires : l'autonomie protéique totale de notre agriculture devra passer par une transformation radicale de notre système d'élevage et par une réduction de la production et de la consommation de viande. **Il n'y aura pas d'autonomie protéique totale de l'Europe et de la France sans forte diminution de la production de viande, d'œufs et de produits laitiers.**

CHIFFRES ET DONNÉES CLÉS

- L'UE utilise trop de terres pour l'élevage : 71 %¹³ des terres agricoles européennes (terres arables et prairies, soit environ 127 millions d'hectares) sont utilisées pour nourrir nos animaux.
- Les surfaces utilisées hors de l'UE pour cultiver le soja importé pour l'alimentation animale représentent 11,9 millions d'hectares (soit la superficie du Benelux et du Danemark réunis) et sont plus de 15 fois supérieures aux surfaces actuellement cultivées pour la production de soja destiné à l'alimentation animale en Europe (760 000 hectares).
- Cette empreinte soja (pour l'alimentation animale) à l'extérieur du territoire communautaire représente 9 % des terres actuellement dédiées à l'alimentation animale en Europe.
- Si l'UE devait produire sur son territoire tout le soja qu'elle importe pour l'alimentation de ses élevages, il faudrait dédier 12,3 millions d'hectares de terres agricoles.

¹⁰ <https://www.elvsee.fr/emmanuel-macron/2019/02/23/salon-agriculture>

¹¹ <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/l-europe-au-defi-de-son-independance-en-proteines-205-151505.html>

¹² <https://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/interview-demain-nous-aurons-besoin-de-tous-les-modeles-daagriculture-1132228117759.html>

¹³ Greenpeace (2019), *Feeding the problem: The dangerous intensification of animal farming in Europe*, <https://www.greenpeace.org/eu-unit/issues/nature-food/1803/feeding-problemdangerous-intensification-animal-farming/>

2. LE DÉFICIT PROTÉIQUE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE

A/ Les causes historiques de la dépendance protéique de l'Europe

Si le déficit protéique de l'Europe s'explique par l'importance des élevages de porcs, de volailles (poulets de chair et poules pondeuses) et de vaches laitières, qui consomment plus de 88 %¹⁴ du soja utilisé dans l'UE pour l'alimentation animale, cette dépendance trouve également ses racines dans la conclusion d'accords commerciaux entre l'Europe et les États-Unis.

Dans les années 1960, l'Europe a accepté (dans le cadre des accords commerciaux du GATT), d'abaisser les droits à l'importation des oléagineux étatsuniens en contrepartie de protection pour les céréales européennes¹⁵. Puis, en 1973, lorsqu'en raison du déficit de production, les États-Unis ont instauré un embargo sur leurs exportations de soja, la Communauté économique européenne (CEE) a tenté différentes approches visant à augmenter son autonomie protéique. Mais, en 1992, la « réforme MacSharry »¹⁶ a introduit un paiement à la surface qui a eu pour conséquence de diminuer le soutien financier à la culture du soja, qui a donc mathématiquement reculé. Par ailleurs, c'est lors de la signature en 1992 de l'accord Blair House (négocié dans le cadre du GATT) entre l'UE et les États-Unis, que l'UE a consenti à limiter la surface communautaire d'oléagineux pouvant bénéficier d'un soutien¹⁷ à 5 482 000 hectares¹⁸, en contrepartie d'exemptions douanières pour le maïs. Notre système agricole et notre système d'élevage se sont donc développés en tenant compte de cette répartition géographique (production des protéines végétales par les États-Unis et production des céréales par l'Europe). Et selon le récent rapport du Conseil économique social et environnemental (CESE) sur le rôle de l'UE dans la déforestation importée¹⁹, depuis 1992, « *la politique agricole commune (PAC) a systématiquement limité le développement en Europe des cultures riches en protéines, oléagineux et plus particulièrement légumineuses* ».

¹⁴ Kroes H & Kuepper B (2015) « Mapping the soy supply chain in Europe », *Profundo* https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/mapping_soy_supply_chain_europe_wwf_2015.pdf pp. 9-11.

¹⁵ Plan protéines végétales pour la France 2014 - 2020 <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-protéines-vegetales-pour-la-france-2014-2020>

¹⁶ Direction générale des politiques internes du Parlement Européen (2013), *Le rôle environnemental des protéagineux dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune*, [The environmental role of the protein crops in the new Common Agricultural Policy](#).

¹⁷ Direction générale des politiques internes du Parlement Européen (2013), *Le rôle environnemental des protéagineux dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune*, [The environmental role of the protein crops in the new Common Agricultural Policy](#).

¹⁸ Conseil économique, social et environnemental (2020), *Le rôle de l'union européenne dans la lutte contre la déforestation importée*,

https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2020/2020_09_deforestation.pdf

¹⁹ *Id.*

B/ La dépendance protéique de la France et de l'UE en chiffres

Si la France est excédentaire en protéines végétales lorsque l'on inclut ses exportations de céréales et ses prairies (la France produit chaque année environ 15 millions de tonnes de protéines végétales et en consomme l'équivalent de 13 millions de tonnes pour l'alimentation animale et humaine²⁰), elle est largement déficitaire en matières riches en protéines (MRP) végétales pour l'alimentation de ses animaux d'élevage et donc dépendante des importations. Terres Univia, l'interprofession des huiles et protéines végétales, estime à 47 % le déficit de MRP pour l'alimentation animale (caractérisées par des taux de protéines supérieures à 15 %)²¹ en France. Ce chiffre grimpe à 65 % pour l'Union européenne²².

Le soja, qui contient en moyenne 35 % de protéines²³, représente la matière riche en protéines destinée à l'alimentation animale la plus importée en France et en Europe²⁴. Or, le soja arrive en tête des matières premières importées par la France représentant le plus fort risque de déforestation et de conversion d'écosystèmes naturels²⁵.

La production française de soja s'élève à 429 633 tonnes sur une surface de 163 804 hectares (en 2019²⁶). Selon Terres Univia, seulement 50 000 tonnes sont destinées à l'alimentation humaine²⁷. Si les objectifs de la filière soja sont de produire 650 000 tonnes à horizon 2025²⁸ cette augmentation sera bien évidemment insuffisante pour mener la France vers l'autonomie protéique puisque nos importations de soja représentent entre 3,5 et 4,2 millions de tonnes²⁹.

Une réduction du cheptel, liée à un changement de nos modes de consommation et à une réduction de l'utilisation du soja pour l'alimentation animale, seront indispensables.

²⁰ Stratégie Nationale sur les protéines végétales - Document de travail non diffusé publiquement (2019)

²¹ Terres Univia (2019) "Chiffres-clés Oléagineux et plantes riches en protéines" page 5

<http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/chiffres%20cl%C3%A9s/TerresUnivia-ChiffresCles-2018.pdf>

²² Terres Univia (2019) "Chiffres-clés Oléagineux et plantes riches en protéines" page 5

<http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/chiffres%20cl%C3%A9s/TerresUnivia-ChiffresCles-2018.pdf>

²³ <http://www.terresunivia.fr/produitsdebouches/alimentation-animale/graines-oleagineuses>

²⁴ Terres Univia (2019) "Chiffres-clés Oléagineux et plantes riches en protéines" page 5

<http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/chiffres%20cl%C3%A9s/TerresUnivia-ChiffresCles-2018.pdf>

²⁵ WWF France (2018), Déforestation importée, arrêtons de scier la branche !,

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2018-11/20181107_Rapport_Synthe%CC%80se_De%CC%81forestation_Importe%CC%81e_France_WWF-min.pdf

²⁶ France AgriMer, *Conjoncture, Marché des oléo-protéagineux*, 2020 <https://www.franceagri.fr/fam/content/download/64581/document/MOL-mai20.pdf>

²⁷ Terres Univia (2019) "Chiffres-clés Oléagineux et plantes riches en protéines" page 11

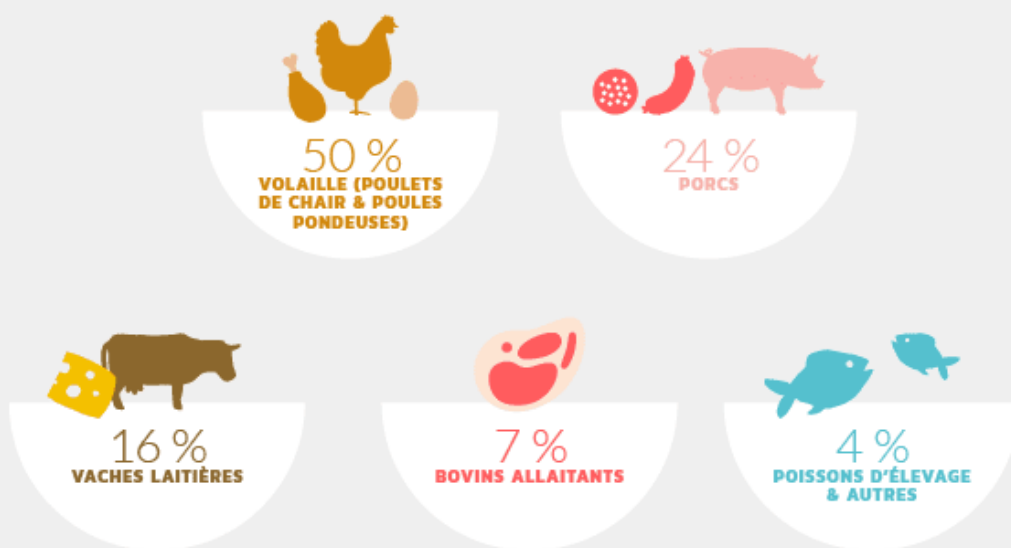
<http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/chiffres%20cl%C3%A9s/TerresUnivia-ChiffresCles-2018.pdf>

²⁸ <http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/presse/2019-04-04-CP-Soja-obi-2025.pdf>

²⁹ Comtrade Database, 2013-2017 <https://comtrade.un.org/>

UTILISATION DU SOJA DESTINÉ À L'ALIMENTATION ANIMALE AU SEIN DE L'UE. RÉPARTITION PAR FILIÈRE.

On estime que 87 % du soja utilisé dans l'Union européenne est destiné à l'alimentation animale, dont près de 50 % pour la volaille (poulets de chair et poules pondeuses), suivie par les porcs (24 %), les vaches laitières (16 %) et les bovins allaitants (7 %). Le reste (4 %) sert à nourrir le poisson d'élevage et à la production d'autres viandes³⁰.

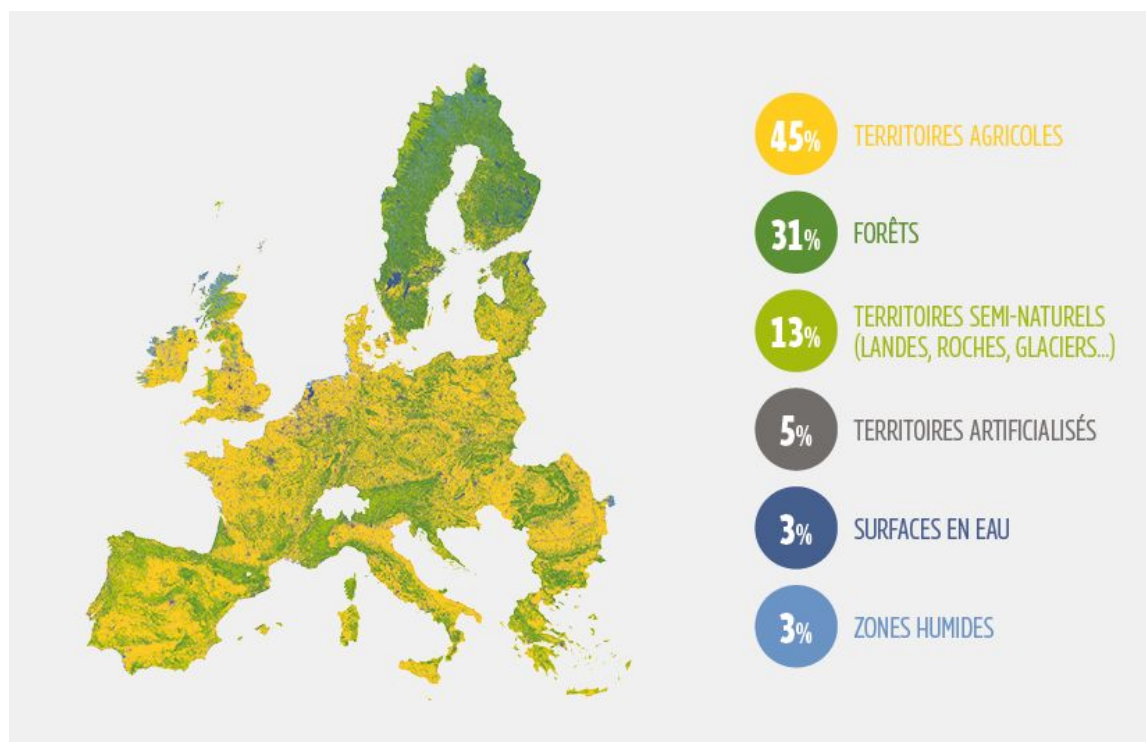


³⁰ Kroes H & Kuepper B (2015) « Mapping the soy supply chain in Europe », *Profundo*
https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/mapping_soy_supply_chain_europe_wwf_2015.pdf pp. 9-11

C/ Trop de terres agricoles sont destinées à l'élevage en Europe

À l'heure actuelle, 71 %³¹ des terres agricoles européennes (terres arables et prairies, soit environ 127 millions d'hectares), sont déjà utilisées pour nourrir nos animaux. Parmi ces 71 %, un peu moins de la moitié sont des prairies permanentes qui peuvent apporter des bénéfices indéniables en termes de préservation de la biodiversité et de captage du carbone. Cependant, et c'est ce qui est le plus problématique, la plus grosse moitié correspond à des terres arables qui pourraient en partie être utilisées pour produire fruits, légumes, légumes secs ou céréales destinées aux humains et non au bétail. Sur l'intégralité des terres arables européennes, 63 % sont ainsi destinés à l'alimentation du bétail³². Un chiffre qui démontre la place démesurée prise par l'élevage ces dernières décennies.

Occupation des sols dans l'union européenne* (réelle)

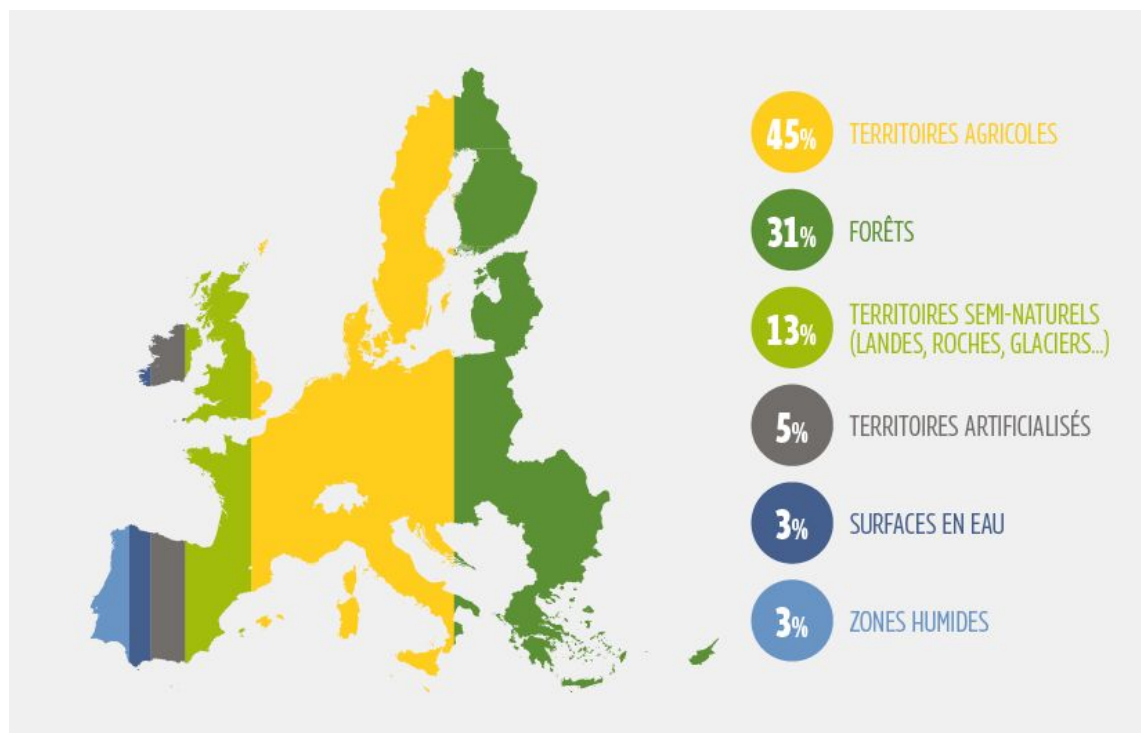


* L'Union Européenne correspond, dans ce document, à l'Union Européenne des 28 (Royaume-Uni compris)
 SOURCES DE DONNÉES : Corine Land Cover 2018, "Feeding the Problem: the dangerous intensification of animal farming in Europe" Greenpeace 2019, Eurostat, Comtrade. RÉALISATION DE LA CARTE : Greenpeace France, 2020.

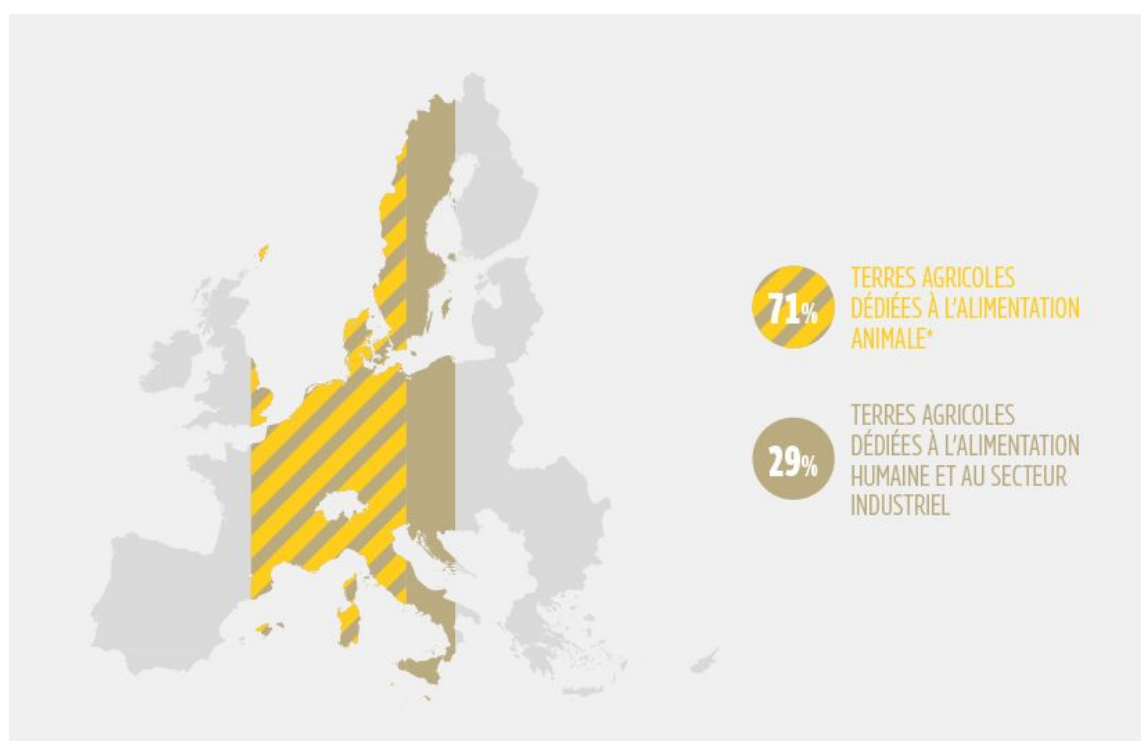
³¹ Greenpeace (2019), *Feeding the problem: The dangerous intensification of animal farming in Europe*, <https://www.greenpeace.org/eu-unit/issues/nature-food/1803/feeding-problemdangerous-intensification-animal-farming/>

³² Greenpeace (2019), *Feeding the problem: The dangerous intensification of animal farming in Europe*, <https://www.greenpeace.org/eu-unit/issues/nature-food/1803/feeding-problemdangerous-intensification-animal-farming/>

Occupation des sols dans l'union européenne (par classe)

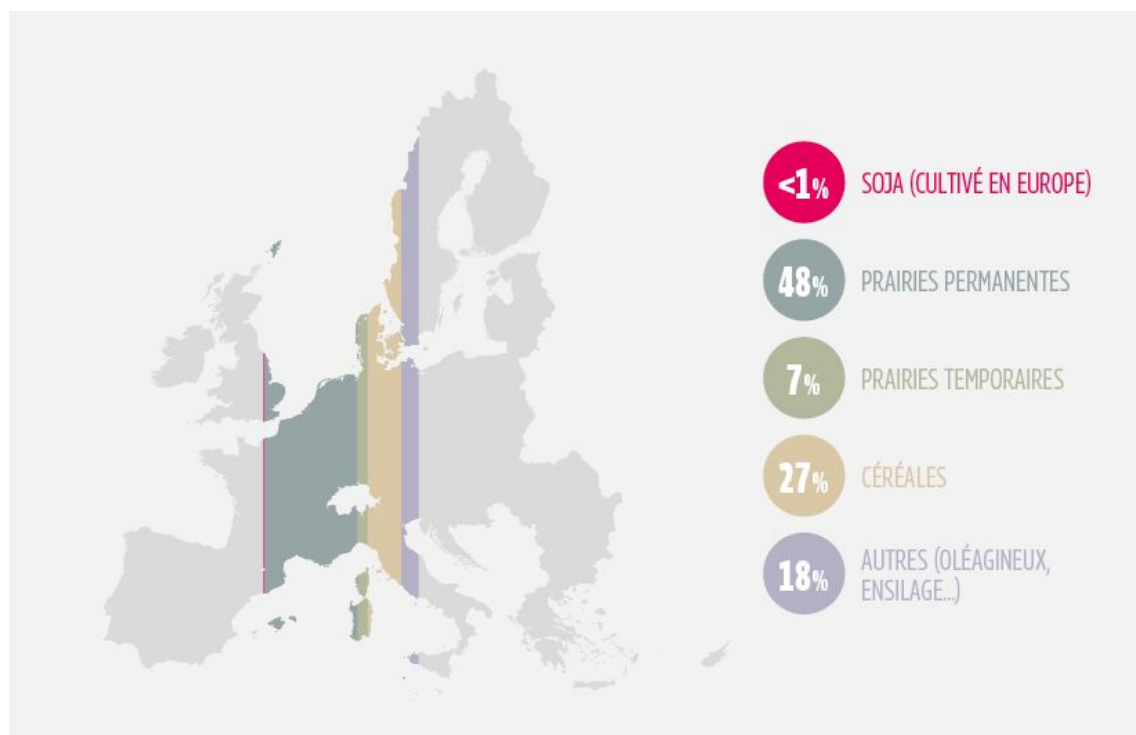


Utilisation des terres agricoles dans l'Union européenne



* dont prairies permanentes et temporaires

Répartition des terres agricoles destinées à l'alimentation animale



Données détaillées sur les surfaces agricoles dédiées à l'alimentation animale en europe³³

	Total des terres agricoles (en milliers d'ha)	Superficies dédiées à l'alimentation animale	% du total des terres agricoles dédiées à l'alimentation animale
Superficie agricole totale	178,740	127,260	71,2 %
- Prairies permanentes	60,488	60,488	100 %
- Cultures permanentes	11,905	-	-
- Cultures maraîchères	860	-	-
- Terres arables	105,487	66,772	63 %
<i>Céréales</i>	55,478	34,410	62 %
<i>Oléagineux</i>	11,873	6,892	58 %
<i>Betterave à sucre</i>	1,750	0	0 %
<i>Reste</i>	36,386	25,470	70 %

³³ Id.

3. POUR ÊTRE DURABLE, L'AGRICULTURE DU « MONDE D'APRÈS » DEVRA ÊTRE AUTONOME

A/ Les impacts négatifs sur les forêts, la biodiversité et le climat de la production de soja en Amérique latine

Il est urgent que l'UE et la France délient leur alimentation animale du soja importé car le soja est l'une des principales causes de la déforestation et de la conversion d'écosystèmes naturels en Amérique du Sud et représente un poids lourd dans l'empreinte forêt de la France³⁴ et de l'UE³⁵. À cet égard, une récente étude publiée en juillet 2020 dans la revue *Science*³⁶ estime même que 20 % des exportations brésiliennes de soja (en provenance de l'Amazonie et du Cerrado) vers l'Union européenne sont liées à de la déforestation illégale.

L'Amérique du Sud regorge de forêts et de savanes arborées uniques : l'Amazonie, le Gran Chaco ou encore le Cerrado renferment des trésors de biodiversité et constituent de précieux remparts contre le dérèglement climatique. Malgré leur importance capitale, ces trois écosystèmes disparaissent : ils sont détruits pour être remplacés par des champs de soja. Ce soja est destiné à satisfaire l'appétit dévorant de l'élevage industriel européen. L'Europe est en effet accro au soja sud-américain, dont la production ne cesse d'augmenter pour répondre aux besoins de l'industrialisation de notre élevage.

Cette addiction a un impact énorme sur les écosystèmes. Elle a participé à la déforestation de l'Amazonie brésilienne. Aujourd'hui relativement protégée de l'expansion du soja grâce à un moratoire, la première forêt tropicale du monde est cependant menacée par la politique du président d'extrême-droite Jair Bolsonaro, et les chiffres de la déforestation tropicale primaire au Brésil sont particulièrement inquiétants³⁷. Après les incendies ravageurs qu'a connus l'Amazonie en août 2019³⁸, les chiffres de la déforestation³⁹ et des incendies⁴⁰ au cours du premier semestre 2020 en Amazonie brésilienne sont particulièrement alarmants. Il y a eu plus d'incendies en Amazonie brésilienne en juin et juillet 2020 qu'en juin et en juillet 2019 et à l'heure où nous publions cette note la trajectoire pour le mois d'août 2020 suit dangereusement celle d'août 2019.

³⁴ WWF France (2018), *Déforestation importée, arrêtons de scier la branche !*

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2018-11/20181107_Rapport_Synthe%CC%80se_De%CC%81forestation_Importe%CC%81e_France_WWF-min.pdf

³⁵ Commission européenne (2013) « The impact of EU consumption on deforestation: Comprehensive analysis of the impact of EU consumption on deforestation » <https://ec.europa.eu/environment/forests/pdf/1%20Report%20analysis%20of%20impact.pdf>

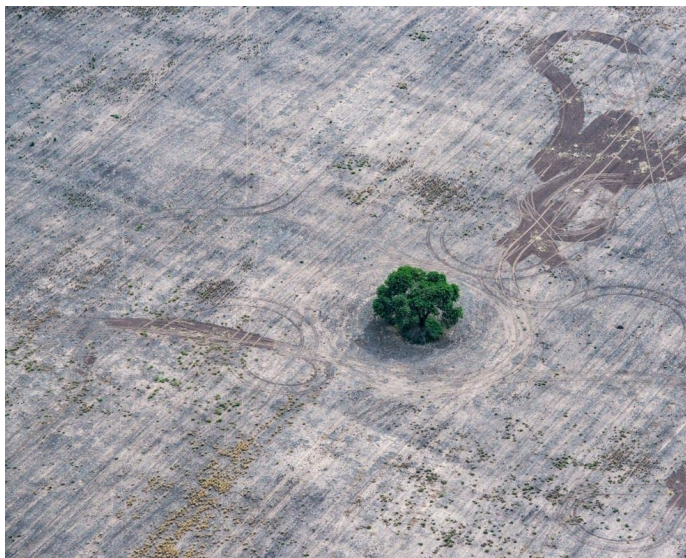
³⁶ Raoni Rajão and al. (2020), "The rotten apples of Brazil's agribusiness", *Science*, <https://science.sciencemag.org/content/369/6501/246>

³⁷ Global Forest Watch. Mikaela Weisse et Liz Goldman (2020) <https://blog.globalforestwatch.org/data-and-research/global-tree-cover-loss-data-2019>

³⁸ <https://www.greenpeace.fr/amazonie-nos-poumons-brulent/>

³⁹ https://www.francetvinfo.fr/sante/alimentation/bresil-la-deforestation-de-l-amazonie-a-connu-un-niveau-record-au-premier-semestre-2020_4041677.html

⁴⁰ https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/01/bresil-2-248-foyers-d-incendie-recenses-en-amazonie-le-pire-total-depuis-treize-ans_6044880_3244.html



Déforestation dans la province du Chaco
©Christian Braga/Greenpeace

La culture du soja contribue désormais à détruire les régions du Gran Chaco (Argentine, Bolivie, Paraguay) et du Cerrado (Brésil). Le Cerrado aurait ainsi déjà perdu près de la moitié de sa végétation naturelle, soit environ 88 millions d'hectares⁴¹, une superficie équivalente 1,4 fois la France.

Le recours quasi systématique aux pesticides et aux OGM dans la culture industrielle du soja en Amérique du Sud représente également une grave menace

pour la biodiversité et les communautés locales. Au Brésil et en Argentine, plus de 95 % du soja produit est génétiquement modifié⁴². Depuis l'introduction des cultures transgéniques au milieu des années 1990, l'utilisation de pesticides par unité de surface a augmenté de plus de 170 % en Argentine comme au Brésil⁴³. L'Europe est bien consciente du danger, puisqu'aucune des variétés de soja génétiquement modifié utilisées au Brésil et en Argentine n'est autorisée à y être cultivée, et plus d'un tiers des pesticides actuellement autorisés au Brésil ne sont pas autorisés par l'UE !

La culture intensive du soja menace également la santé humaine. D'après le Rapporteur spécial du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, les autorités brésiliennes recensaient 5501 cas d'empoisonnement aigu aux pesticides en 2017, soit près du double par rapport aux chiffres de 2007⁴⁴. Enfin, cette production a un impact social considérable puisque son essor aurait favorisé de graves violations des droits des autochtones, travailleurs et communautés locales, manifestées entre autres par des déplacements de population et des formes d'esclavage⁴⁵. En parallèle, le pouvoir politique et économique des entreprises qui contrôlent la production et le commerce du soja ne cesse de s'accroître, et de plus en plus de terres se concentrent dans les mains d'une poignée de grands propriétaires.

Il est donc urgent que notre agriculture s'affranchisse des importations de soja.

⁴¹ MapBiomass Project v3.1 'Annual land use land cover maps of Brazil'

⁴² Service international pour l'acquisition d'applications agricoles biotechnologiques (ISAAA) (2017) « Global status of commercialized biotech/GM crops in 2017 », Brief n° 53 <https://www.isaaa.org/resources/publications/briefs/53/download/isaaa-brief-53-2017.pdf>

⁴³ Entre 1996 et 2016, le taux d'application des pesticides est passé de 1,93 kg/ha à 5,17 kg/ha en Argentine, et de 1,55 kg/ha à 4,31 kg/ha au Brésil. FAOSTAT [Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Division Statistiques], « Pesticides » <http://www.fao.org/faostat/fr/>

⁴⁴ HCDH, Rapporteurs spéciaux (2018) Letter to His Excellency Mr. Aloysio Nunes Ferreira, Minister for External Relations, 13 juin 2018 <http://www.srtoxic.org/wp-content/uploads/2018/06/OL-BRA-13.06.18-5.2018.pdf>

⁴⁵ Voir par ex. Prager A & Milhorance F (2018) « Cerrado: Traditional communities accuse agribusiness of "green land grabbing" », 22 mars 2018, Mongabay <https://news.mongabay.com/2018/03/cerrado-traditional-communities-accuse-agribusiness-of-green-land-grabbing/>; Lane C (nd) « The soybean wars », projet du Centre Pulitzer <https://pulitzercenter.org/projects/south-america/soybean-wars>

B/ Notre modèle agricole déficitaire en protéines végétales pour l'alimentation animale n'est pas durable

Indépendamment de l'impact environnemental et social très négatif de nos importations de soja, il est crucial que l'UE et la France se donnent les moyens de réduire la production de viande, d'œufs et produits laitiers et d'atteindre l'autonomie protéique de nos élevages.

D'abord, parce qu'il ne peut y avoir d'élevage écologique sans autonomie. Par définition, un élevage écologique⁴⁶ doit être autonome, avec des animaux nourris avec des aliments qui ne sont pas directement consommables par les humains (par exemple l'herbe) et qui respectent la biodiversité et le climat. L'élevage écologique doit s'appuyer sur l'utilisation de prairies, de pâtures et de résidus de cultures pour l'alimentation des animaux, dans le but de réduire au maximum l'utilisation des terres arables et la concurrence avec les terres destinées à l'alimentation directe des humains, et pour protéger les écosystèmes naturels au sein d'un système alimentaire mondial équitable. Par ailleurs, la spécialisation agricole par région du monde (cf. partie 1A) génère des déficits d'engrais azotés dans certaines régions (comme en Europe par exemple), alors qu'un système autonome en protéines végétales pour l'alimentation animale permettrait de limiter l'usage d'engrais azotés de synthèse.

Ensuite, parce que le recours à des matières premières riches en protéines importées et plus généralement le manque d'autonomie des élevages n'est pas sans conséquence pour les éleveur-ses qui se trouvent dans une situation de dépendance à l'égard des marchés agricoles mondiaux soumis de surcroît à une forte volatilité des prix.



Vaches dans un pré en Bretagne ©Emile Loreaux/Greenpeace

⁴⁶ Greenpeace (2018), *Moins mais mieux : moins de viande et de produits laitiers pour une planète en bonne santé*. La définition de Greenpeace d'un élevage écologique se trouve dans l'annexe page 40 https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2018/03/Moins_mais_mieux_BD.pdf

DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE AU DÉTRIMENT D'UN ÉLEVAGE ÉCOLOGIQUE

La politique de libre-échange que l'Union européenne négocie avec ses partenaires commerciaux⁴⁷ entrave le développement d'un nouveau modèle agricole résilient et autonome. Pire, elle représente une menace pour l'agriculture familiale et pour le climat en aggravant la mise en concurrence directe de systèmes agricoles qui ont pourtant des caractéristiques très diverses. Les agriculteurs français et européens se retrouvent en grande partie dépendants des cours mondiaux de matières premières agricoles et de leurs nombreux aléas⁴⁸. Par ailleurs, leurs produits entrent en compétition avec ceux des producteurs canadiens, américains ou encore brésiliens, alors que les réglementations, les politiques agricoles, les conditions pédoclimatiques ou les coûts de production sont très hétérogènes.

Il est urgent de protéger notre agriculture des concurrences déloyales permises par un moins-disant social et écologique.

Pourtant, la Commission européenne continue sur cette lignée en favorisant d'un côté les importations de viande du Canada et des pays du MERCOSUR, pour de l'autre côté « offrir » de nouveaux marchés d'exports aux éleveurs européens vers le Japon, la Chine ou la Turquie⁴⁹. Cela va totalement à l'encontre du développement d'une agriculture familiale, paysanne et écologique⁵⁰ et de systèmes alimentaires territoriaux qui sont pourtant les seuls à même de répondre aux défis de demain. Le gouvernement doit confirmer et renforcer le positionnement exprimé par Emmanuel Macron durant l'été 2019⁵¹ et s'opposer à la signature du projet actuel d'accord de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR. Il est urgent que le gouvernement acte l'abandon définitif de ce projet d'accord.

Il faut repenser nos échanges internationaux à l'aune de principes de solidarité, d'équité et de partage des connaissances et soumettre l'ensemble des accords commerciaux au respect de l'accord de Paris. À cet égard, le gouvernement doit stopper toutes les négociations et finalisations d'accords de commerce et d'investissement en cours⁵².

⁴⁷ <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/trade-policy/trade-agreements/>

⁴⁸ Fondation Nicolas Hulot et Institut Veblen (2019) "Mettre le commerce au service de la transition écologique et sociale" <https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/doc-commerce-fnh-veblen.pdf>

⁴⁹ *Id.*

⁵⁰ Greenpeace (2015), *Agriculture écologique : sept principes clés pour replacer l'humain au cœur du système alimentaire*, <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/Agriculture-Ecologique-7ppes.pdf>

⁵¹ https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/monde/emmanuel-macron-en-l-etat-je-ne-signerai-pas-le-mercotur_AN-201908260075.html

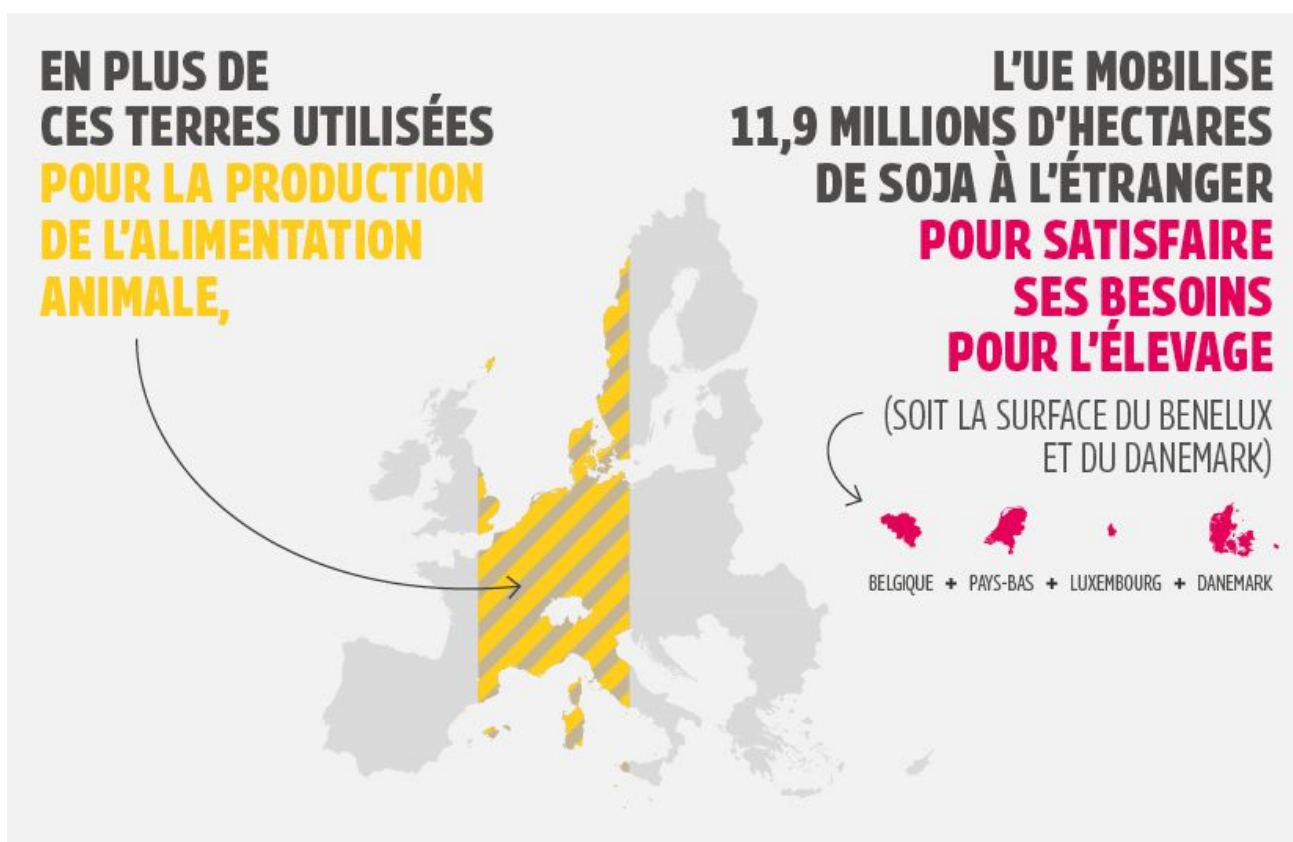
⁵² Collectif "Plus jamais ça!" (2020) "Plan de sortie de crise" <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2020/05/Le-plan-de-sortie-de-crise.pdf>

4. VISION ET RECOMMANDATIONS

A/ Réduction de la production et de la consommation de viande, d'œufs et de produits laitiers

Etant donné les volumes des importations françaises et européennes de soja, et le déficit chronique de nos élevages en matières riches en protéines, la solution ne pourra pas être de relocaliser la totalité de la production de soja importé.

Les calculs réalisés par Greenpeace démontrent qu'en plus de toutes les terres agricoles européennes dédiées à l'élevage (cf. partie 1C), l'UE mobilise à l'extérieur de ses frontières 11,9 millions d'hectares de terres agricoles pour produire le soja qu'elle importe pour les besoins de ses élevages. Ainsi, en dehors de l'UE, l'empreinte soja de l'élevage européen représente la superficie du Benelux et du Danemark réunis.



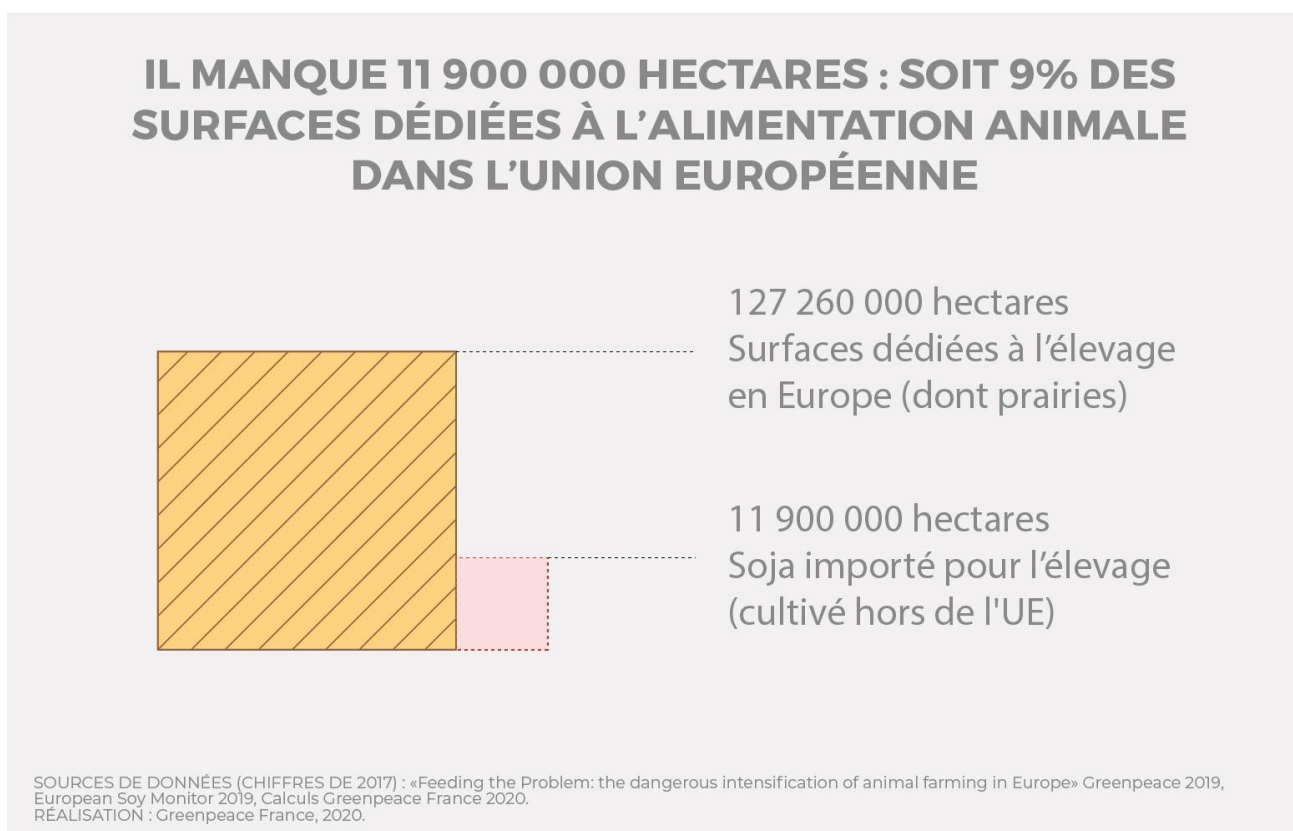
Comme le montre l'infographie ci-dessous, les surfaces utilisées hors de l'UE pour cultiver le soja importé pour l'alimentation animale sont plus de 15 fois supérieures aux surfaces actuellement cultivées en Europe pour la production de soja destiné à l'alimentation animale (760 000 hectares).

SURFACES UTILISÉES POUR LA PRODUCTION DU SOJA CONSOMMÉ DANS L'UNION EUROPÉENNE POUR L'ALIMENTATION ANIMALE



SOURCES DE DONNÉES (CHIFFRES DE 2017) : Eursostat 2020, European Soy Monitor 2019, Calculs Greenpeace France 2020.
RÉALISATION : Greenpeace France, 2020.

L'infographie ci-dessous démontre que cette empreinte soja à l'extérieur du territoire communautaire est significative puisqu'elle représente 9 % des terres agricoles actuellement dédiées à l'alimentation animale en Europe. Si l'UE décidait d'un transfert de ces terres sur son propre territoire pour acquérir l'autonomie protéique, cela constituerait un profond bouleversement des dynamiques actuelles d'occupation du sol. Ces données remettent nécessairement en cause nos volumes de production de viande, d'œufs et de produits laitiers car ils démontrent qu'avec les volumes actuels de production, les surfaces agricoles nécessaires ne sont pas disponibles pour permettre à l'UE d'atteindre l'autonomie protéique totale.



Les calculs de Greenpeace démontrent également que si l'UE devait produire sur son territoire l'ensemble du soja qu'elle importe, la surface nécessaire serait de 12,3 millions d'hectares⁵³. L'écart avec l'empreinte soja actuelle de l'UE (11,9 millions d'hectares) s'explique par la différence de productivité de la culture du soja en Europe et ailleurs dans le monde.

⁵³ Greenpeace n'a pas effectué de travaux prospectifs permettant d'identifier quelles protéines végétales (pois, féverole, lupin...) seraient développées si l'UE produisait sur son territoire la totalité des protéines végétales nécessaires pour l'alimentation animale, à volumes constants de production de viande, d'œufs et de produits laitiers. Cette estimation des surfaces (qui est basée sur la productivité du soja en Europe) de 12,3 millions d'hectares permet d'obtenir un ordre de grandeur des superficies que cela représenterait.

LES IMPORTATIONS DE SOJA DE LA FRANCE

La France importe chaque année entre 3,5 et 4,2 millions de tonnes de soja (sous toutes ses formes) pour tous les usages (alimentation animale, humaine et industrielle)⁵⁴. D'après les calculs de Greenpeace, 1 198 000 hectares⁵⁵ supplémentaires seraient nécessaires à la relocalisation de cette production, ce qui reviendrait à multiplier par près de huit⁵⁶ la surface actuellement dédiée à la culture du soja en France. Dit autrement, cela équivaldrait à cultiver du soja sur la quasi-totalité des terres agricoles du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère⁵⁷ réunis.

L'UE et la France doivent se fixer un objectif d'autonomie protéique totale et par conséquent réduire drastiquement les volumes de production et de consommation de viande, d'œufs et de produits laitiers car à volumes constants, l'UE ne dispose pas des terres agricoles nécessaires à la production des matières riches en protéines nécessaire pour l'alimentation animale.



*Ferme céréalière écologique à Valence
©Marizilda Cruppe/Greenpeace*

⁵⁴ Comtrade Database, 2013-2017 <https://comtrade.un.org/>

⁵⁵ La France a importé 3,5 millions de tonnes de soja en 2017. Le rendement moyen de production de soja en France est de 2,92 tonnes/ha (source : Terres Univia, <http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/chiffres%20cl%C3%A9s/TerresUnivia-chiffresCles-2017-protected.pdf>) . Cela donne une superficie nécessaire de 11 980 km².

⁵⁶ La superficie dédiée à la culture du soja en France en 2017 était de 154 000 hectares. (source : Terres Univia, <http://www.terresunivia.fr/sites/default/files/chiffres%20cl%C3%A9s/TerresUnivia-chiffresCles-2017-protected.pdf>)

⁵⁷ Agreste

CONSÉQUENCES SUR LE CLIMAT, LA BIODIVERSITÉ ET LA SANTÉ DE LA SURPRODUCTION ET DE LA SURCONSOMMATION DE VIANDE, D'ŒUFS ET DE PRODUITS LAITIERS

L'agriculture industrielle est l'un des principaux moteurs de la crise climatique mondiale : elle est à l'origine des deux tiers de l'ensemble de la déforestation en Amérique du Sud⁵⁸, en grande partie à cause de l'augmentation de la demande de terres pour la culture du soja et l'élevage de bétail⁵⁹.

Aujourd'hui, 75 % des terres agricoles dans le monde servent à élever du bétail – c'est-à-dire à nourrir des bêtes qui serviront, ensuite, à nous nourrir. Notre surconsommation de protéines animales, réservée à des privilégiés, exerce une pression telle sur notre planète qu'elle déstabilise les écosystèmes. Destruction de la biodiversité et déforestation, émissions de gaz à effet de serre et changements climatiques, pollution des cours d'eau, mainmise des multinationales au détriment des petits agriculteurs, mais aussi souvent cruauté animale et impacts néfastes sur la santé humaine...

Notre consommation effrénée de viande, d'œufs et de produits laitiers issus de l'élevage industriel a des effets délétères à bien des égards. En Europe de l'Ouest, une personne consomme en moyenne 85 kg de viande et 260 kg de lait (ou produits laitiers équivalents) chaque année – soit plus du double de la moyenne mondiale⁶⁰. De tels niveaux de consommation sont inquiétants pour la santé publique. En janvier 2019, un rapport de *The Lancet* concluait qu'un régime équilibré à la fois pour l'être humain et la planète passe par « une réduction de plus de 50 % de la consommation mondiale de produits mauvais pour la santé », au premier rang desquels la viande rouge, et « une augmentation de plus de 100 % de la consommation de produits sains, comme les noix, les fruits, les légumes et les légumes secs »⁶¹. À l'échelle de l'Europe de l'ouest, Greenpeace appelle à réduire la consommation de viande et de produits laitiers d'environ 80% d'ici à 2050. Atteindre un tel objectif suppose en premier lieu d'arrêter de consommer des aliments d'origine animale issus de modes de production non durables et de mettre un terme à l'élevage industriel et aux fermes-usines.

⁵⁸ Kissinger G, Herold M & De Sy V (2012) « Drivers of deforestation and forest degradation: A synthesis report for REDD+ policymakers », Lexeme Consulting, Vancouver, Canada, p. 5 https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/65505/6316-drivers-deforestation-report.pdf

⁵⁹ *Ibid.*, pp. 15, 44

⁶⁰ Greenpeace (2018), *Moins mais mieux : moins de viande et de produits laitiers pour une planète en bonne santé*, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2018/03/Moins_mais_mieux_BD.pdf, p14

⁶¹ Willett W et al (2019) « Food in the Anthropocene: The EAT-Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems » *The Lancet* 393 : 447-492, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31788-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31788-4/fulltext), pp. 9-12

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET À L'UNION EUROPÉENNE

À l'échelle européenne

Si l'UE entend atteindre les objectifs de l'accord de Paris⁶² et faire face aux dangers auxquels notre santé et la biodiversité sont de plus en plus exposées, l'UE doit réduire drastiquement sa production et sa consommation de produits animaux⁶³. Cette réduction de la production doit être incitée et accompagnée par des politiques publiques, notamment par la Politique agricole commune (PAC).

Dans le cadre de la PAC, l'UE doit revoir totalement sa copie afin de⁶⁴ :

- Financer la transition agro-écologique et les paysans et paysannes, pas les hectares, en mettant fin aux aides directes à l'hectare.
- Privilégier la production écologique de légumes secs et de fruits et légumes frais.
- Mettre en place des mesures qui permettent de nourrir réellement les humains plutôt que les animaux, par exemple en limitant les volumes de production de viande et de produits laitiers.
- Penser la PAC comme une politique alimentaire plutôt que de subventionner la production d'agro-carburants et de flux mondialisés.

À l'échelle nationale

À des niveaux de production équivalents, il n'est pas possible de remplacer toutes les importations de protéines végétales destinées à l'alimentation animale par des productions nationales. **Le gouvernement doit donc mettre en œuvre un Plan Stratégique National (PSN) qui permette de réduire la production d'œufs, de viande et de produits laitiers tout en favorisant un élevage autonome et économe.**

Le gouvernement doit également prendre des mesures pour développer une alimentation plus végétale en France. D'un point de vue nutritionnel, la consommation de protéines animales peut être remplacée par des protéines végétales, majoritairement présentes dans les légumes secs (lentilles, haricots, fèves, pois chiches). Or aujourd'hui la France est largement déficitaire en légumes secs (importation de 80 % de notre consommation). C'est pourquoi un plan spécifique au décollage de la production des légumes secs, dans le respect de l'environnement et des dynamiques territoriales, est nécessaire.

⁶² Conseil européen, « Accord de Paris sur le changement climatique » <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/paris-agreement/>

⁶³ Greenpeace (2018), *Moins mais mieux : moins de viande et de produits laitiers pour une planète en bonne santé*, https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2018/03/Moins_mais_mieux_BD.pdf

⁶⁴ Greenpeace (2020), *PAC : l'Union européenne doit repartir d'une page blanche*, <https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2020/05/Greenpeace-PAC-page-blanche-mai-2020-2.pdf>

B/ Élimination progressive des importations de soja

Malgré les engagements internationaux pris par le gouvernement français dans le cadre des déclarations d'Amsterdam et de New-York⁶⁵ pour éliminer le soja issu de déforestation au plus tard d'ici 2020, le soja figure toujours en tête des matières premières importées par la France représentant le plus gros risque de déforestation et de conversion d'écosystèmes naturels⁶⁶ (cf. partie 2A). La France s'est en effet engagée⁶⁷ à éliminer la déforestation liée à la production de matières premières agricoles, au premier rang desquelles le soja, à horizon 2020. Mais cet objectif ne sera pas atteint. Tout d'abord car le gouvernement n'a pas mis les moyens suffisants pour y parvenir et ensuite car il a décidé de miser sur des engagements volontaires qui ont pourtant fait la démonstration de leur inefficacité⁶⁸.

Le président de la République reconnaît lui-même que « *déléguer notre alimentation [...] à d'autres est une folie*⁶⁹ » et Didier Guillaume, alors ministre de l'Agriculture, expliquait en avril 2020 que l'objectif de la France est « *l'autonomie en protéines végétales, pour la nourriture animale et humaine*⁷⁰ ». Or si le gouvernement prend au sérieux son objectif d'autonomie, alors il doit se fixer en parallèle de l'objectif « 100% autonomie protéique de la ferme France pour l'alimentation animale et humaine » un objectif « zéro dépendance protéique », et donc prévoir un plan de réduction puis de sortie des importations de soja.

Notre modèle d'élevage industriel n'est pas soutenable et trop dépendant du soja importé. Afin de délier notre production de viande de la déforestation, de renforcer la résilience de notre agriculture et de réduire son impact environnemental, il nous faut renforcer l'autonomie de notre système agricole et donc viser l'arrêt à moyen terme de nos importations de soja. Cet objectif est atteignable et scientifiquement crédible puisque le scénario TYFA⁷¹ (Ten Years For Agroecology in Europe), développé par l'IDDRI, visant à modéliser un système alimentaire et agricole européen reposant sur l'agroécologie à l'horizon 2050 démontre que l'arrêt des importations de protéines végétales, couplé à « *l'adoption de régimes alimentaires plus sains* » permet de nourrir l'Europe tout en réduisant les émissions de GES du secteur agricole de 40 % et en préservant la biodiversité.

⁶⁵ Déclaration d'Amsterdam (2015) "Towards eliminating deforestation from agricultural commodity chains with european countries" <https://ad-partnership.org/wp-content/uploads/2018/10/Amsterdam-Declaration-Deforestation-Palm-Oil-v2017-0612.pdf> et Déclaration de New York sur les forêts (2014) https://www.nydfglobalplatform.org/wp-content/uploads/2018/11/New-York-Declaration-on-Forests_Declaration_2018_French.pdf

⁶⁶ WWF France (2018), *Déforestation importée, arrêtons de scier la branche !*, https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2018-11/20181107_Rapport_Synthe%CC%80se_De%CC%81forestation_Importe%CC%81e_France_WWF-min.pdf

⁶⁷ Déclaration d'Amsterdam (2015) "Towards eliminating deforestation from agricultural commodity chains with european countries" <https://ad-partnership.org/wp-content/uploads/2018/10/Amsterdam-Declaration-Deforestation-Palm-Oil-v2017-0612.pdf> et Déclaration de New York sur les forêts (2014) https://www.nydfglobalplatform.org/wp-content/uploads/2018/11/New-York-Declaration-on-Forests_Declaration_2018_French.pdf

⁶⁸ Greenpeace (2019), *Countdown to extinction*, https://storage.googleapis.com/planet4-international-stateless/2019/09/98db6c73-gp_cte_report_lowres.pdf

⁶⁹ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>

⁷⁰ <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/entretien-coronavirus-pour-le-ministre-de-l-agriculture-la-chaine-alimentaire-tient-le-choc-6798784>

⁷¹ Poux, X., Aubert, P.-M. (2018), *Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Enseignements d'une modélisation du système alimentaire européen*, Iddri-ASCA, Study N°09/18, Paris, France, https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201809-ST0918-tvfa_0.pdf

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

De toute urgence, le gouvernement doit prendre des mesures permettant d'accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI) et de relever son niveau d'ambition. Le gouvernement doit appliquer immédiatement les grands principes énoncés dans sa SNDI et prendre, conformément à ses engagements, toutes les mesures pour s'assurer que n'entrent sur le territoire français que des matières premières et produits transformés dont il a la garantie qu'ils n'ont pas contribué à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la conversion d'écosystèmes naturels, à commencer par le soja.

Greenpeace demande notamment au gouvernement :

- des avancées concrètes et rapides sur le dossier du soja importé du Brésil⁷²,
- la publication d'un plan d'actions avec des objectifs chiffrés et limités dans le temps permettant de faire le suivi de l'avancement de chaque mesure de la SNDI,
- un portage politique fort de la part du gouvernement et en particulier de la part de la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, ainsi qu'un renforcement des moyens alloués à la mise en œuvre de la SNDI.

À court terme, Greenpeace demande que la stratégie protéines végétales attendue depuis septembre 2019 prévoit des mesures et des moyens permettant de valoriser les agriculteur·rices et/ou les démarches collectives qui n'ont pas recours au soja importé.

À moyen terme, Greenpeace encourage le gouvernement à élaborer un plan visant à éliminer progressivement toutes les importations de soja pour l'alimentation animale dès que possible, afin que toutes les importations soient progressivement complètement éliminées.

À l'échelle européenne, le gouvernement doit porter des ambitions fortes en matière de lutte contre la déforestation importée et pousser l'Union européenne à adopter une nouvelle législation contraignante qui oblige les entreprises à apporter la preuve que les matières premières et produits transformés qui sont placés sur le marché européen ne sont pas liées à la déforestation, à la dégradation des forêts, à la conversion d'écosystèmes naturels ou à des violations des droits humains⁷³.

⁷² Discuté au sein du comité de suivi de la SNDI à l'heure où nous publions cette note.

⁷³ Briefing interassociatif (2019), *Protecting forests, natural ecosystems and human rights: a case for EU action*, https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/2019/Briefing_-_Protecting_forests___human_rights_-_a_case_for_EU_action.pdf

C/ Développement des protéines végétales pour les animaux et les humains⁷⁴

Développement de protéines adaptées aux territoires pour un élevage autonome et économe et diminution de l'utilisation des protéines végétales pour l'alimentation animale



Elevage écologique
©Mitja Kopal/Greenpeace

Le développement de la culture de protéines végétales en France et en Europe doit permettre de répondre aux besoins nutritionnels des animaux d'élevage et des humains tout en préservant la biodiversité et l'environnement. Il ne s'agit donc pas de faire la promotion de monocultures comme le colza ou le tournesol, gourmands en eau et en pesticides.

Le développement des protéines végétales permettant de stopper nos importations de soja doit se faire en respectant les équilibres entre les territoires, en favorisant la contractualisation

entre agriculteurs et éleveurs et en privilégiant les espèces et variétés pertinentes selon les territoires et la disponibilité de la ressource en eau.

Par ailleurs, pour atteindre l'autonomie protéique totale de la France et de l'Europe, l'un des enjeux majeurs sera la question de la réduction de nos besoins en protéines végétales. L'un des moyens pour y parvenir sera de diminuer nos besoins en protéines pour l'alimentation des animaux. Il est ainsi nécessaire de maximiser l'usage de l'herbe pour les filières bovines et de développer les filières protéagineuses pour substituer le soja importé lorsque cela est possible.

Dans son scénario prospectif Afterres 2050⁷⁵, Solagro recommande d'augmenter en France les surfaces de protéagineux de 0,3 million d'hectares en 2010 à 2,3 millions d'hectares en 2050, en incluant des mélanges de protéagineux. À l'échelle européenne, selon le scénario prospectif TYFA⁷⁶, les surfaces cultivées de soja seraient de 2,4 millions d'hectares en 2050, de 9,8 millions d'hectares pour les autres légumineuses à graines (protéagineux et légumes secs) et 12,2 millions d'hectares de légumineuses fourragères⁷⁷.

⁷⁴ Ces recommandations sont issues d'une contribution interassociative commune (au sein Réseau Action Climat, RAC) sur le plan protéines végétales en date d'avril 2019.

⁷⁵ Solagro (2016) "Le scénario Afterres 2050" https://afterres2050.solagro.org/wp-content/uploads/2015/11/Solagro_afterres2050-v2-web.pdf

⁷⁶ Poux, X., Aubert, P.-M. (2018). *Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Enseignements d'une modélisation du système alimentaire européen*, Iddri-ASCA, Study N°09/18, Paris, France, 78

https://www.iddri.org/sites/default/files/PDF/Publications/Catalogue%20Iddri/Etude/201809-ST0918-tyfa_0.pdf

⁷⁷ Magrini Marie-Benoît, Julier Bernadette, « Quelle place pour les légumineuses dans une Europe agroécologique ? », *Économie rurale*, 2019/4 (n° 370), p. 125-129. URL : <https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2019-4-page-125.htm>

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS⁷⁸

Dans le cadre de la stratégie protéines végétales, dont la publication est attendue depuis plus d'un an, le gouvernement doit prendre des mesures permettant le développement de filières protéagineuses variées, adaptées aux territoires français et à la disponibilité de la ressource en eau pour se substituer au soja importé. Il est ainsi indispensable de privilégier des espèces et variétés pertinentes selon les territoires.

Le gouvernement doit notamment :

- Mettre des moyens conséquents en matière de recherche sur les protéagineux, du champ jusqu'à l'auge.
- Favoriser le développement de démarches collectives sur des petits territoires grâce à des financements dédiés.
- Favoriser un usage maximal de l'herbe pour les bovins et réduire la production pour les granivores.
- Inciter les agriculteur·rices à introduire des mélanges de protéagineux dans leur rotation (par exemple lupin/blé, pois/orge, féverole/blé ou épeautre) via les politiques publiques.
- Favoriser l'émergence d'une filière bovine « mixte » : favoriser des races économes en concentrés, des races mixtes, des vaches laitières qui vivent plus longtemps, etc.
- Soutenir les coopératives dans le développement de filières protéagineuses diversifiées, notamment les mélanges.

⁷⁸ Le gouvernement doit d'une part adopter ces mesures à l'échelle nationale dans le cadre de la stratégie protéines végétales, et d'autre part pousser ces mesures dans le cadre des discussions communautaires sur le développement des protéines végétales en Europe.

Développement des protéines végétales pour l'alimentation humaine, promotion des légumes secs et des légumineuses

Pour la première fois, une baisse de la consommation de protéines animales a été observée en France durant les 10 dernières années⁷⁹. Dans le cadre de l'incontournable lutte contre le dérèglement climatique, cette baisse devra se poursuivre⁸⁰. D'un point de vue nutritionnel, la consommation de protéines animales peut être remplacée par des protéines végétales, majoritairement présentes dans les légumes secs (lentilles, haricots, fèves, pois chiches). Or aujourd'hui la France est largement déficitaire en légumes secs (importation de 80 % de notre consommation). C'est pourquoi un plan spécifique au décollage de la production des légumes secs, dans le respect de l'environnement et des dynamiques territoriales, est nécessaire⁸¹.

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Dans le cadre de la stratégie protéines végétales, le gouvernement doit :

- prendre des mesures pour développer une alimentation plus végétale en France,
- soutenir activement le développement de la production de légumes secs (à destination de l'alimentation humaine).

Le gouvernement doit notamment :

- améliorer la recherche et les statistiques (développer les sélections variétales pour les légumes secs, améliorer la statistique sur le suivi des légumes secs...),
- prévoir des mesures d'accompagnement dans les territoires/filières (améliorer l'accompagnement et le conseil technique sur les légumes secs, poursuivre la structuration récente de la filière légumes secs ...),
- réorienter les financements pour soutenir la production de légumes secs et soutenir les collectivités valorisant les légumes secs à travers la restauration collective,
- attribuer des moyens ambitieux pour mettre en place les actions du Programme national nutrition santé (PNNS4).

⁷⁹ Crédoc (2018), *Les nouvelles générations transforment la consommation de viande*, www.credoc.fr/publications/les-nouvelles-generations-transforment-la-consommation-de-viande

⁸⁰ Greenpeace (2018) « Moins mais mieux : moins de viande et de produits laitiers pour une planète en bonne santé ». La définition de Greenpeace d'un élevage écologique se trouve dans l'annexe https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2018/03/Moins_mais_mieux_BD.pdf

⁸¹ Réseau Action Climat et Solagro (2016) "Les légumes secs : quelles initiatives territoriales ?" <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2017/04/Les-le%CC%81gumes-secs-Quelles-initiatives-territoriales.pdf>